



**Amnesty International**

*DOCUMENT PUBLIC*

***PÉROU***

***Légiférer ne suffit pas :  
la torture doit aussi  
être abolie dans la pratique***

index AI : AMR 46/17/99

•  
ÉFAI  
•

# **PÉROU**

## **Légiférer ne suffit pas : la torture doit aussi être abolie dans la pratique**

### **SOMMAIRE**

<b>Introduction</b>	<i>page 2</i>
<b>I. Persistance des cas de torture</b>	<i>page 2</i>
<b>II. Absence de garanties pendant la détention</b>	<i>page 3</i>
<b>III. Impunité</b>	<i>page 7</i>
<b>Conclusions et recommandations</b>	<i>page 9</i>

## Introduction

Depuis plus de deux décennies, Amnesty International recense au Pérou des cas de personnes maltraitées ou torturées en détention par des membres des forces armées ou de la police. Tout au long de ces années, l'Organisation n'a cessé d'exhorter les autorités péruviennes à respecter les obligations définies par les instruments internationaux relatifs aux droits humains qui prohibent la torture – et qu'elles ont ratifiés<sup>1</sup>. Elle les a aussi instamment engagées à faire savoir clairement à tout le personnel de la police, de l'armée et des autres forces de sécurité que le recours à la torture ne sera toléré en aucune circonstance.

En février 1998, les autorités péruviennes ont pris une mesure en faveur de la lutte contre la torture : le Congrès (Parlement) a adopté la loi n° 26926, qui amende le Code pénal en y introduisant le crime de torture. Cette loi définit la torture comme un « *crime contre l'humanité* » et prévoit une peine de cinq à vingt ans d'emprisonnement pour « *tout fonctionnaire ou agent de l'État* » ou encore « *toute personne agissant avec l'assentiment d'un fonctionnaire ou agent de l'État* » qui « *inflige à une autre personne une douleur ou des souffrances graves* »<sup>2</sup>.

Tout en saluant cette initiative, Amnesty International estime que, si les autorités sont vraiment résolues à abolir la torture dans la pratique, elles doivent encore prendre d'autres mesures. L'Organisation constate, en effet, avec inquiétude que le recours à la torture, bien que qualifié d'infraction pénale depuis février 1998, demeure monnaie courante au Pérou. Cette préoccupation se fonde sur un certain nombre de faits, exposés ci-après.

## I. Persistance des cas de torture

Amnesty International continue de recevoir des informations signalant que les personnes détenues<sup>3</sup> par la police ou par les forces armées péruviennes sont maltraitées ou torturées. Il semble que les forces de sécurité ont recours à ces sévices pour arracher des aveux ou des renseignements aux victimes, ou bien pour les punir.

---

1. Le Pérou a ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Convention contre la torture) le 7 juillet 1988, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) le 28 juillet 1978, la Convention américaine relative aux droits de l'homme le 28 juillet 1978 également et la Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture le 28 mars 1991.

2. L'article 321 du Code pénal péruvien, introduit par la loi n° 26926 du 19 février 1998, dispose : « *Tout fonctionnaire ou agent de l'État ou encore toute personne agissant avec son assentiment qui inflige à une autre personne une douleur ou des souffrances graves, physiques ou psychologiques, ou qui la soumet à des conditions ou à des méthodes annihilant sa personnalité ou diminuant ses capacités physiques ou mentales, même sans provoquer de douleur physique ou de souffrance psychologique, en vue d'obtenir de cette personne ou d'un tiers des aveux ou des renseignements, ou de la punir d'un acte qu'elle a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, ou de l'intimider ou de faire pression sur elle, sera puni d'une peine privative de liberté comprise entre cinq ans minimum et dix ans maximum. Si la torture a provoqué la mort de la victime ou des lésions graves, ou que l'agent pouvait prévoir une telle conséquence, la peine privative de liberté sera comprise, respectivement, entre huit ans minimum et vingt ans maximum et entre six ans minimum et douze ans maximum* » [traduction non officielle].

3. Plusieurs cas représentatifs de la pratique de la torture et des mauvais traitements au Pérou sont décrits en annexe.

Depuis 1983, les cas de torture et de mauvais traitements recensés par Amnesty International sont liés, pour la plupart, au conflit armé qui oppose les forces de sécurité aux groupes armés d'opposition *Partido Comunista del Perú "Sendero Luminoso"* (PCP-SL, Parti communiste du Pérou "Sentier lumineux") et *Movimiento Revolucionario Túpac Amaru* (MRTA, Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru).

Entre 1983 et 1993, Amnesty International a dénombré plus de 4 000 cas de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires dont les victimes, d'après les informations fournies par d'autres organisations indépendantes de défense des droits humains, avaient été maltraitées ou torturées. Depuis 1993, toutefois, le nombre de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires signalées au Pérou a considérablement diminué. Maintenant, l'Organisation est davantage préoccupée, entre autres motifs, par le sort de plus de 3 000 personnes accusées d'infractions liées au terrorisme en vertu des lois antiterroristes de 1992, qui sont loin de respecter les normes internationales relatives à l'équité des procès<sup>4</sup>. Depuis l'entrée en vigueur de ces lois, la grande majorité des cas de torture et de mauvais traitements dont Amnesty International a fait état concernent des personnes accusées de terrorisme<sup>5</sup>.

Il est certain que la plupart des atteintes aux droits humains recensées par Amnesty International au Pérou pendant les vingt dernières années, y compris les actes de torture et les mauvais traitements, ont été commises dans le cadre du conflit armé qui ravage le pays. Toutefois, l'Organisation craint qu'au cours de la même période ces pratiques n'aient visé également des détenus de droit commun, sans être dénoncées. Des informations à ce sujet ont en effet fait surface à mesure que le conflit interne perdait de son intensité<sup>6</sup>. Au cours des derniers mois, Amnesty International a été informée de plusieurs cas de suspects de droit commun torturés ou même décédés en détention<sup>7</sup>.

## II. Absence de garanties pendant la détention

En mai 1998, trois mois après avoir adopté la loi introduisant le crime de torture dans le Code pénal, le pouvoir exécutif a pris un décret intitulé *Loi contre les actes de terrorisme avec circonstances aggravantes* (décret n° 895), qui vise à

---

4. Ces lois antiterroristes ont été promulguées en 1992 pour combattre les groupes armés d'opposition. Amnesty International considère qu'elles privent les accusés de leur droit à un procès équitable. Pour obtenir de plus amples informations à ce sujet, veuillez consulter le document publié en mai 1996 sous le titre *Pérou. Droits de l'homme et impunité* (index AI : AMR 46/01/96).

5. Cf. cas n° 2 en annexe

6. Selon des spécialistes de l'opposition armée péruvienne, le MRTA a pratiquement disparu et le Sentier lumineux n'est que très faiblement actif dans la région du Haut-Huallaga (département de San Martín) et dans les provinces de Huanta et de La Mar (département d'Ayacucho). Oscar Ramírez Durand, dirigeant du Sentier lumineux depuis l'arrestation d'Abimael Guzmán en 1992, a été arrêté à son tour le 14 juillet 1999. Les observateurs locaux assurent que cette nouvelle arrestation a encore signifié un grave revers pour le groupe armé.

7. Cf. cas n° 1, 3 et 5 en annexe.

lutter contre le crime organisé<sup>8</sup> (*delincuencia común organizada*). Amnesty International estime que ce nouveau décret, à l'instar des lois antiterroristes de 1992 destinées à combattre l'opposition armée, ne respecte pas les garanties conçues pour protéger les détenus contre la torture et les mauvais traitements.

Par exemple, les personnes accusées d'infractions liées au terrorisme comme le crime de trahison<sup>9</sup>, de même que celles qui doivent répondre d'« *actes de terrorisme avec circonstances aggravantes* », sont jugées par la justice militaire. Or Amnesty International considère que les tribunaux militaires péruviens ne sont ni indépendants ni impartiaux. En effet, tous ceux qui interviennent au cours des procès devant ces juridictions sont des officiers de l'armée, subordonnés au juge, qui occupe lui aussi un rang au sein de la hiérarchie militaire. En outre, aux termes de la *Ley Orgánica de Justicia Militar* (la loi régissant la procédure de la justice militaire), les juges ne sont pas tenus d'avoir une formation juridique. En conséquence, l'équité des procès devant les tribunaux militaires est gravement compromise. De fait, à l'issue d'une visite au Pérou en 1996 le rapporteur spécial des Nations unies sur la question de l'indépendance des juges et des avocats a conclu que les tribunaux militaires péruviens ne garantissaient pas le droit des accusés à bénéficier d'un procès équitable ou à être jugés par une juridiction indépendante et impartiale<sup>10</sup>. De son côté, le Comité des droits de l'homme des Nations unies, dans ses observations préliminaires sur le troisième rapport périodique du Pérou publiées en 1996, a insisté sur « *le fait que les procès de civils doivent être menés par des tribunaux civils, constitués de membres du pouvoir judiciaire indépendants et impartiaux* »<sup>11</sup>. Quant à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, elle aussi a estimé, dans son rapport annuel de 1997, que les tribunaux militaires péruviens ne garantissaient pas une procédure régulière<sup>12</sup>.

Les lois antiterroristes de 1992 et la loi de 1998 contre les actes de terrorisme avec circonstances aggravantes octroient à la police de vastes pouvoirs pour enquêter. La police peut ainsi arrêter et détenir un suspect sans demander un

---

8. L'article 1 du décret n° 895 dispose : « *Est coupable du crime de terrorisme avec circonstances aggravantes toute personne qui fait partie ou est complice d'une bande, association ou groupement de délinquants qui porte ou utilise des armes de guerre, des grenades et/ou des explosifs pour se livrer à des vols, des enlèvements, des extorsions, des atteintes à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé, des atteintes aux biens, des atteintes à la liberté individuelle ou encore des atteintes à la sécurité publique, même si cette personne commet individuellement les crimes en question* » [traduction non officielle].

9. La série de lois antiterroristes promulguées en 1992 pour combattre l'opposition armée a commencé avec le décret-loi n° 25475, qui définit les « *crimes de terrorisme* » de manière très large et imprécise. En effet, peut être accusée de ces crimes toute personne qui « *se livre à des actes portant atteinte à la vie, à l'intégrité physique, à la santé, à la liberté ou à la sécurité des individus* », mais aussi toute personne qui, « *par quelque moyen que ce soit* » [souligné par Amnesty International], encourage la perpétration de crimes liés au terrorisme ou semble favoriser ou excuser de tels crimes. Le décret-loi n° 25659 définit plus spécifiquement, parmi les crimes de terrorisme, celui de trahison : il s'applique aux actes visés par le décret-loi n° 25475, mais tient compte des moyens utilisés pour les commettre et de leurs conséquences sur la vie et les biens. Toute personne accusée d'appartenir à un groupe armé d'opposition, que ce soit en qualité de dirigeant ou parce qu'elle participe à des opérations visant à attaquer et à tuer, peut être inculpée de trahison, de même que toute personne qui encourage ou favorise la perpétration de « *crimes de terrorisme* ».

10. Cf. doc. ONU E/CN.4/1998/39/Add.1.

11. Cf. doc. ONU CCPR/C/79/Add.67, paragr. 12.

12. Cf. doc. OEA OEA/Ser.L/V/II.98, p. 985.

mandat préalable aux autorités judiciaires ou au ministère public ; elle doit toutefois les informer de la détention, dans un délai de vingt-quatre heures. C'est également la police qui est chargée des enquêtes avant le procès. La « garde à vue préventive » (*detención preventiva policial*), ainsi que l'a dénommée le gouvernement<sup>13</sup>, peut être prolongée pendant quinze jours, renouvelables une fois si le suspect est accusé du crime de trahison. Pendant toute cette période, le suspect est placé sous l'autorité exclusive de la police qui, en fonction « *des circonstances et de la complexité de l'enquête* », peut demander qu'il soit placé au secret jusqu'à dix jours durant<sup>14</sup>.

Amnesty International estime qu'une garde à vue de quinze jours, avec la possibilité de placer le suspect au secret pendant dix jours, favorise le recours à la torture et aux mauvais traitements à l'encontre des détenus. L'article 9-3 du PIDCP dispose : « *Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires* ». En 1982, le Comité des droits de l'homme a précisé que « *le plus court délai* » devait être compris dans le sens de « *ne [dépassant pas] quelques jours* »<sup>15</sup>. De son côté, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a estimé, dans son rapport sur la situation des droits humains à Cuba, qu'un délai d'une semaine pour être présenté à une autorité judiciaire constituait « *une période excessivement prolongée* »<sup>16</sup>.

En outre, le droit d'*habeas corpus*\* a été suspendu entre mai 1992, date d'entrée en vigueur des premières lois antiterroristes, et novembre 1993. Pendant dix-sept mois, les personnes soupçonnées d'infractions liées au terrorisme ont donc été privées de protection judiciaire contre d'éventuels abus des forces de sécurité.

Bien que les détenus aient de nouveau la possibilité d'introduire un recours en *habeas corpus*, l'efficacité de cette procédure a été fortement restreinte. Ainsi, les personnes accusées d'« *actes de terrorisme avec circonstances aggravantes* » ou du « *crime de trahison* » ne peuvent introduire un recours que devant les juges militaires. Or, comme nous l'avons dit plus haut, ceux-ci ne sont ni indépendants ni impartiaux. L'efficacité de l'*habeas corpus* est également limitée du fait que les détenus peuvent être placés au secret et parce que c'est la police qui désigne les avocats de l'assistance judiciaire. En 1992, des experts des Nations unies ont déclaré, dans un rapport sur le droit à un procès équitable, que « *le droit d'invoquer [l'habeas corpus ou l'amparo] assure aux détenus une double protection* ».

---

13. Cf. doc. ONU CAT/C/20/Add.6, paragr. 6.

14. Aux termes des lois antiterroristes de 1992, la détention au secret peut être ordonnée sans l'autorisation d'un juge. Jusqu'à la date d'avril 1995, ces lois prévoyaient même la possibilité d'une « *détention au secret absolu* » (*incomunicación absoluta*).

15. Cf. Observation générale 8 du Comité des droits de l'homme sur l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, paragr. 2, 30 juillet 1982.

16. Cf. doc OEA/OEA/S.R.L/II.61, doc. 29 rev. 1, original espagnol, octobre 1983, p. 41, paragr. 13

\*. Procédure permettant la comparution immédiate d'un détenu devant une autorité judiciaire, afin de contester la légalité de la détention et permettre une éventuelle remise en liberté.

*Premièrement, il sauvegarde la liberté de la personne en amenant à déterminer la légalité de la détention. Deuxièmement, il protège la vie et l'intégrité physique du détenu pendant toute la période qui précède sa comparution devant le juge »<sup>17</sup>.*

En résumé, la procédure et les dispositions de la législation antiterroriste accordent des pouvoirs étendus à la police et placent les détenus en situation vulnérable, ce qui favorise le recours à la torture et aux mauvais traitements pendant la détention.

Outre le risque de sévices pendant la phase des interrogatoires, Amnesty International est également préoccupée par le régime pénitentiaire infligé aux prisonniers déjà condamnés pour infractions liées au terrorisme, notamment pour « *trahison* » ou « *actes de terrorisme avec circonstances aggravantes* ». L'Organisation estime en effet que ce régime s'apparente à un traitement cruel et inhumain. Jusqu'en juin 1999, les personnes reconnues coupables du crime de trahison ou d'autres infractions liées au terrorisme en vertu des lois antiterroristes de 1992 étaient enfermées en permanence dans leur cellule, sans contact avec les autres prisonniers, pendant toute la première année de leur peine<sup>18</sup>. Depuis juin 1999, elles sont autorisées, toujours pendant la première année, à passer une heure par jour dans la cour. Par contre, les personnes condamnées pour « *actes de terrorisme avec circonstances aggravantes* » aux termes de la loi de 1998 continuent d'être placées à l'isolement continu pendant la première année de leur peine<sup>19</sup>. Or le Comité des droits de l'homme considère que « *l'emprisonnement cellulaire prolongé d'une personne détenue ou incarcérée peut être assimilé aux actes prohibés par l'article 7 [du PIDCP]* »<sup>20</sup>; rappelons que cet article 7 dispose que « *nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* ».

En 1997, des principes directeurs amendés pour le traitement des prisonniers accusés ou reconnus coupables de crimes de terrorisme ont été approuvés par le biais du décret suprême n° 005-97-JUS. Amnesty International est préoccupée par la manière dont les autorités pénitentiaires évaluent les prisonniers, aux termes de ce nouveau décret, pour déterminer s'ils peuvent prétendre à certaines améliorations des conditions de détention. En septembre 1998, l'Organisation a visité la prison de haute sécurité pour femmes de Chorrillos, située à Lima, la capitale; elle a constaté que, selon l'interprétation des termes « *bonne conduite* » faite par le directeur de l'établissement, les prisonnières qui ne renonçaient pas à leurs convictions politiques ne pouvaient pas bénéficier des avantages prévus par le décret. Ces derniers comprennent une extension du temps de promenade et des horaires de visites plus longs, au cours desquels les détenus peuvent être

---

17. Cf. doc. ONU E/CN.4/Sub.2/1992/24/Add.3, paragr. 10, 29 avril 1992.

18. Jusqu'en juin 1999, l'article 20 du décret-loi antiterroriste n° 25475 disposait : « *Les peines privatives de liberté prévues par le présent décret-loi seront obligatoirement purgées dans un établissement pénitentiaire de haute sécurité, en régime d'isolement cellulaire continu pendant la première année* » [traduction non officielle].

19. L'article 9 du décret n° 895 dispose : « *Les peines privatives de liberté prévues par le présent décret législatif seront obligatoirement purgées dans un établissement pénitentiaire de haute sécurité [...] en régime d'isolement cellulaire continu pendant la première année* » [traduction non officielle].

20. Cf. Observation générale 20 du Comité des droits de l'homme sur l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, paragr. 6, 10 avril 1992.

physiquement en contact avec leurs proches. Amnesty International demeure profondément inquiète à l'idée que, depuis 1992, les détenus qui refusent de renoncer à leurs convictions politiques reçoivent leurs visiteurs dans des conditions cruelles et inhumaines. En avril 1998, par exemple, des délégués de l'Organisation ont constaté dans la prison de haute sécurité pour femmes de Chorrillos que les détenues voyaient leurs visiteurs à travers une grille métallique très peu ajourée qui rendait toute conversation pratiquement impossible.

Concernant les suspects de droit commun, l'article 2-24(f) de la Constitution péruvienne, entrée en vigueur en décembre 1993, dispose que « *le détenu doit être mis à la disposition du tribunal compétent dans les vingt-quatre heures suivantes ou dans un délai raisonnable si ce tribunal est éloigné* » [traduction non officielle]. Amnesty International estime que tout détenu doit être présenté sans retard à un juge civil ou un représentant du ministère public ayant le droit et le devoir de surveiller les détentions. L'Organisation constate avec inquiétude que soit les forces de sécurité s'abstiennent de présenter rapidement les détenus au « *tribunal compétent* », soit les autorités judiciaires ne remplissent pas leur obligation de surveiller efficacement les détentions. En conséquence, bien que la Constitution leur garantisse théoriquement cette mesure de protection, les suspects de droit commun continuent à être torturés dans la pratique<sup>21</sup>. Amnesty International est également préoccupée par le fait que le Code de procédure pénale autorise le placement au secret des suspects de droit commun jusqu'à dix jours durant, ce qui représente, comme nous l'avons vu plus haut, « *une période excessivement prolongée* » et risque de favoriser le recours à la torture ou aux mauvais traitements à l'encontre des détenus.

### III. Impunité

Amnesty International estime qu'il est impossible de mettre un terme à la torture sans briser d'abord le cercle vicieux de l'impunité. Or, au Pérou, les auteurs de violations des droits humains sont rarement déférés à la justice. L'Organisation sait, par exemple, qu'en vertu de la nouvelle législation qui qualifie la torture d'infraction pénale des enquêtes ont été ouvertes à l'encontre de membres des forces de sécurité accusés de sévices ; toutefois, aucune de ces affaires n'avait encore été résolue fin juillet 1999. Au terme d'une visite effectuée au Pérou en 1993, le rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a fait observer qu'il existait des preuves indéniables de ce que « *l'institutionnalisation de l'impunité au Pérou est l'un des principaux problèmes eu égard au manque de respect du droit à la vie* ».

Cette institutionnalisation de l'impunité, qui a régné entre 1980 et 1995, est revenue au centre de l'actualité en mai dernier, lorsque les médias péruviens ont découvert qu'un lieutenant inculpé du massacre de 65 personnes (dont des femmes et des enfants), perpétré en 1985 à Accomarca (département d'Ayacucho), était toujours en fonction dans l'armée et avait même été promu. Selon certaines sources, le président Alberto Fujimori s'est déclaré choqué par cette promotion et a promis que le lieutenant serait destitué.

---

21. Cf. cas 3 et 5 en annexe.



Amnesty International considère cependant que cette indignation exprimée par le président Fujimori n'est pas suffisante et qu'il faut faire savoir beaucoup plus clairement que tous les auteurs de violations des droits humains seront traduits en justice. D'autant que, pendant le premier mandat d'Alberto Fujimori, les autorités ont fait un grand pas en arrière en légalisant l'impunité. En effet, le 14 juin 1995, le Congrès a adopté le décret-loi n°26479, qui accorde une amnistie générale à tous les membres des forces de sécurité et fonctionnaires de l'administration civile faisant l'objet d'une plainte, d'une enquête, d'une inculpation, d'un procès ou d'une condamnation, ou purgeant une peine d'emprisonnement, pour des atteintes aux droits humains commises entre mai 1980 et juin 1995<sup>22</sup>. Amnesty International a été consternée par la promulgation de cette loi d'amnistie. Clore ainsi toutes les enquêtes sur les violations perpétrées par les forces armées pendant quinze ans revient à tourner en dérision la volonté déclarée du gouvernement de respecter les droits fondamentaux et risque même de favoriser de nouveaux abus. Le Comité des droits de l'homme a fait observer que cette loi d'amnistie bafouait les dispositions du PIDCP, du fait qu'elle « *contribue à un climat d'impunité pour les responsables de violations des droits de l'homme et constitue une entrave très grave à l'action entreprise en vue de consolider la démocratie et de promouvoir le respect des droits de l'homme* »<sup>23</sup>.

Le manque de volonté du président Fujimori de mettre un terme non seulement à la torture mais aussi aux autres graves violations des droits humains commises au Pérou est confirmé par sa récente initiative visant à ne plus reconnaître la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Le 7 juillet 1999, en effet, le Congrès a débattu puis adopté une loi, destinée à prendre effet immédiatement, par laquelle le Pérou cesse de reconnaître la compétence juridictionnelle de la Cour. Le projet de loi avait été proposé par le président Fujimori, avec le soutien unanime de son cabinet.

Cette décision fait suite à un arrêt rendu par la Cour en mai 1999 : celle-ci a estimé que le procès de quatre Chiliens jugés en 1994 aux termes de la législation antiterroriste péruvienne n'avait pas été équitable et que les accusés, condamnés à la réclusion à perpétuité, devaient donc bénéficier d'un nouveau procès. Le 1<sup>er</sup> juillet 1999, le gouvernement péruvien a déjà fait savoir au secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) qu'il n'exécuterait pas l'arrêt rendu par la Cour dans cette affaire. Et, sept jours plus tard, le Pérou a officiellement déclaré ne plus reconnaître la compétence de la Cour.

---

22. À la suite de la promulgation de cette loi, un juge a décidé que l'amnistie ne s'appliquait pas à l'affaire sur laquelle il était en train d'enquêter, à savoir le massacre commis en novembre 1991 dans le quartier de Barrios Altos, à Lima, au cours duquel 15 personnes, dont des femmes et des enfants, avaient été tuées par un escadron de la mort vraisemblablement lié au Service national de renseignements. Cependant, le 28 juin 1995, avant même que la décision de ce juge ne soit examinée par la *Corte Superior* (juridiction de jugement) pour ratification ou veto, le Congrès a voté la loi n° 26492, qui renforce la première en interdisant au pouvoir judiciaire de statuer sur la légalité ou l'applicabilité de la loi d'amnistie.

23. Cf. doc. ONU CCPR/C/79/Add.67, paragr. 9. Un point de vue analogue a été exprimé par le rapporteur spécial des Nations unies sur la question de l'indépendance des juges et des avocats, à l'issue de sa visite au Pérou en 1996 (cf. doc. ONU E/CN.4/1998/39/Add.1, paragraphes 131 et 132), ainsi que par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (cf. doc. OEA/OEA/Ser.L/V/II.95, mars 1997, p. 746).

La Cour interaméricaine des droits de l'homme est un tribunal international qui permet aux particuliers de saisir une autorité judiciaire indépendante lorsque leurs droits garantis par la Convention américaine relative aux droits de l'homme<sup>24</sup> ont été bafoués et que les autorités locales ne leur ont pas accordé réparation. En supprimant cette voie de recours, les autorités péruviennes ferment une porte aux victimes d'atteintes aux droits humains, et notamment à celles qui ont été torturées. Amnesty International estime qu'en cessant de reconnaître la compétence de la Cour le gouvernement péruvien a consolidé encore davantage l'impunité institutionnalisée et légalisée qui protège depuis vingt ans les violations des droits fondamentaux commises par les forces de sécurité.

## Conclusions et recommandations

Amnesty International estime que les autorités péruviennes doivent prendre des mesures supplémentaires en vue de mettre un terme au recours à la torture à l'encontre des détenus. Bien que la torture soit devenue une infraction pénale en février 1998, l'Organisation continue de recevoir des témoignages de personnes qui ont été torturées. En outre, l'impunité demeure une institution légalisée et les garanties destinées à protéger les détenus ne sont pas respectées. Amnesty International pense que la torture est une pratique généralisée au Pérou. Elle exhorte donc les autorités à suivre les recommandations ci-dessous :

### Condamnation officielle de la torture

Les plus hautes autorités doivent manifester leur totale opposition à la torture et condamner tous les cas qui surviennent. Elles doivent faire savoir à tous les membres de la police, de l'armée et des autres forces de sécurité que la torture ne sera tolérée en aucune circonstance.

### Législation antiterroriste

Les autorités doivent revoir la législation antiterroriste en vue de la mettre en conformité avec les normes internationales relatives à l'équité des procès. En particulier, les tribunaux militaires ne doivent plus être habilités à juger des civils.

### Accès aux détenus

Les autorités doivent s'assurer que toute personne arrêtée, quelle que soit la gravité de l'infraction dont elle est soupçonnée, est présentée sans retard à une autorité judiciaire et que sa famille, son avocat ou son médecin peuvent la voir rapidement, ainsi que régulièrement par la suite. Des mécanismes officiels efficaces permettant de veiller à la sécurité des détenus, tels que le recours en *habeas corpus*, doivent être disponibles en permanence pour les familles, les

---

24. La Convention américaine relative aux droits de l'homme garantit, entre autres, le droit de n'être pas torturé : « Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Toute personne privée de sa liberté sera traitée avec le respect dû à la dignité inhérente à la personne humaine » (article 5-2).

avocats et les détenus eux-mêmes. Les familles et les avocats doivent aussi avoir la possibilité de savoir immédiatement où se trouvent les détenus et de quelle autorité ils dépendent.

### **Mesures de protection pendant la détention**

Tous les détenus doivent être informés sans délai de leurs droits, notamment celui de porter plainte contre les traitements qu'ils subissent. Les autorités dont relève la détention doivent être distinctes de celles chargées des interrogatoires. Les juges doivent avoir le droit et le devoir de surveiller les conditions de détention. Tous les lieux de détention doivent régulièrement faire l'objet de visites d'inspection exhaustives, sans avis préalable, par des organismes indépendants. Le placement à l'isolement cellulaire prolongé des détenus déjà condamnés doit être interdit.

### **Nullité des déclarations arrachées sous la torture**

Les autorités doivent veiller à ce que les aveux et autres moyens de preuve obtenus sous la torture ne puissent jamais être invoqués au cours d'un procès, excepté à titre de preuve contre une personne accusée de torture.

### **Enquêtes indépendantes sur les allégations de torture**

Les autorités doivent s'assurer que toutes les plaintes et les informations faisant état de torture font sans tarder l'objet d'une enquête impartiale et efficace, conduite par une instance indépendante des tortionnaires présumés. Les méthodes employées pour ces enquêtes, ainsi que leurs conclusions, doivent être rendues publiques. Les fonctionnaires accusés de torture doivent être suspendus de leurs fonctions pendant la durée des enquêtes. Les plaignants et les témoins, ainsi que leurs avocats et leurs proches, doivent être protégés contre toute menace ou acte de représailles.

### **Poursuites contre les tortionnaires**

Toute personne qui s'est rendue responsable d'actes de torture, y compris en ordonnant leur perpétration, doit être déférée à la justice, et les peines prononcées doivent être proportionnelles à la gravité du crime commis.

### **Droit des victimes à obtenir réparation**

Les autorités doivent abroger les lois d'amnistie de 1995 et garantir que toutes les personnes victimes de torture entre 1980 et 1995 puissent demander réparation devant les tribunaux.

### **Indemnisation et réadaptation**

L'État doit accorder sans délai une réparation juste et suffisante aux victimes de torture et aux personnes à leur charge, notamment sous forme de soins médicaux, d'une indemnité financière et d'une aide à la réadaptation.

## **Dispositions relatives à la formation**

Il doit être clairement indiqué au cours de la formation de tous les fonctionnaires auxquels incomberont la détention, l'interrogatoire ou le traitement des détenus, que la torture est un acte criminel. Ils doivent être informés qu'ils sont tenus de refuser d'obéir à tout ordre de torture. Un ordre émanant d'un supérieur ne peut en aucun cas être invoqué pour justifier le recours à la torture.

## **Instruments internationaux**

Le gouvernement doit respecter les obligations qui lui sont imposées par les instruments internationaux de défense des droits fondamentaux comportant des mesures de protection contre la torture, notamment la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention américaine relative aux droits de l'homme. Le gouvernement doit également revenir sur sa décision de ne plus reconnaître la compétence juridictionnelle de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et appliquer les recommandations de cet organisme.

## **Réaction internationale**

Le gouvernement doit utiliser tous les moyens disponibles pour intercéder auprès de ses homologues des États accusés de torture. Il doit veiller à ce que les transferts de matériel, de compétences et de formation des personnels militaire, de sécurité ou de police ne facilitent pas la pratique de la torture. Il doit également s'assurer qu'aucun individu n'est renvoyé de force dans un pays où il risque d'être torturé.

## ANNEXE

### Cas n°1

Huber Méndez Barzola, écolier de seize ans, a été arrêté par la police le 5 mars 1999 à Huamanga, dans la province du même nom (département d'Ayacucho). Les policiers menaient une opération spéciale contre les bandes de jeunes délinquants qui se multipliaient dans la région. Selon les informations disponibles, Huber Méndez Barzola a été arrêté parce qu'il était soupçonné d'« *actes de terrorisme avec circonstances aggravantes* », mais il a ensuite été inculpé d'« *association de malfaiteurs* » (*pandillaje pernicioso*) et de possession illégale d'un pistolet et d'un nunchaku (*huanchaco*), arme formée de deux barres de fer reliées par une chaîne.

Après son arrestation, Huber Méndez a été conduit au poste de police de Huamanga, où trois agents l'ont entièrement déshabillé avant de le rouer de coups. Ils lui ont également introduit de force dans l'anus le nunchaku qu'ils avaient apparemment trouvé en sa possession.

D'après des informations reçues par Amnesty International, le 18 mars 1999, un juge a ouvert une enquête officielle sur les sévices infligés à Huber Méndez. Deux des policiers en cause ont fait l'objet d'un mandat d'arrêt et le troisième a été cité à comparaître. L'enquête des autorités judiciaires est toujours en cours.

### Cas n°2

Le 18 décembre 1998, Raúl Teobaldo Miguel Andahua était en train de marcher dans la rue, à Aguaytía (département d'Ucayali), lorsqu'il a été agressé et contraint de monter dans une voiture. Il a ensuite été conduit à une base navale des environs, où il aurait été passé à tabac par huit militaires, voire plus.

Selon toute apparence, Raúl Andahua a perdu connaissance après qu'on lui eut enfoncé un bâton dans l'anus. Lorsqu'il est revenu à lui, il se trouvait dans une cellule, nu et mouillé. Les jours suivants, ses tortionnaires lui auraient appliqué des décharges électriques sur le dos et fait signer de force une déclaration dans laquelle il avouait avoir commis des crimes de terrorisme. Ils ont également menacé de le tuer s'il refusait de déclarer que ses blessures étaient la conséquence d'un accident de moto. Raúl Andahua a été libéré sans conditions, car la police n'a pu trouver aucune preuve de son implication présumée dans des infractions liées au terrorisme.

Raúl Andahua a porté plainte auprès du procureur général, en donnant le nom d'un militaire qu'il avait reconnu comme étant l'un de ses tortionnaires à la base navale d'Aguaytía. Le juge chargé de l'enquête a ordonné d'arrêter le militaire en question, mais celui-ci est entré dans la clandestinité. Selon certaines sources, le médecin légiste rattaché aux services du procureur général d'Aguaytía a estimé que Raúl Andahua souffrait de blessures « *légères* » (*lesiones leves*), non assimilables à des actes de torture. Au vu de ce rapport, le procureur a conclu qu'il n'y avait pas lieu d'engager des poursuites au titre de la loi de 1998 qui sanctionne le crime de torture.

Fin juillet 1999, l'information judiciaire était toujours en cours.

### Cas n°3

Le 4 septembre 1998, Pablo Waldir Cerrón Gonzáles a été battu et roué de coups de pied par un policier, à son domicile de Huamachuco (département de La Libertad). Il a ensuite été traîné hors de chez lui et conduit au poste de police. Cette arrestation était liée à des accusations selon lesquelles il ne s'acquittait pas de ses dettes.

D'après certaines sources, une fois arrivé au poste de police, Pablo Cerrón a été frappé avec un bâton et avec une crosse de pistolet, sur le ventre et sur le dos. On lui a également plongé la tête dans un seau d'eau, à trois moments différents. Ces sévices ont provoqué de violents saignements de nez.

Pablo Cerrón a été relâché le lendemain, après avoir passé la nuit dans une cellule située au sous-sol. Le 7 septembre, il a porté plainte auprès du procureur, qui a demandé à la police d'enquêter sur les faits dénoncés. Fin juillet 1999, la police n'avait toujours pas informé le procureur du résultat de ses investigations.

### Cas n°4

Le 11 décembre 1998, Carlos Orellano Mallqui, enseignant, a été conduit à l'hôpital par des policiers, à Coris (province d'Aija, département d'Ancash). Le personnel de l'hôpital aurait déclaré à sa femme qu'en arrivant il ne cessait de dire « *ne me frappez plus* » aux policiers. Carlos Orellano est mort deux jours plus tard, le 13 décembre 1998. Il avait reçu une balle dans la tête et présentait de multiples traces de coups au visage, aux mains, aux genoux et aux testicules. Il avait été arrêté pour vol présumé.

Selon les informations reçues par Amnesty International, une enquête judiciaire a été ouverte sur ce décès et un policier a fait l'objet d'un mandat d'arrêt. En janvier 1999, ce policier a demandé que l'affaire soit renvoyée à la justice militaire. La *Corte Suprema de Justicia* (Cour suprême) n'a pas encore statué sur sa requête. En attendant, l'enquête conduite par les autorités judiciaires civiles se poursuit. Le 8 avril 1999, le procureur provincial a demandé un délai pour terminer ses investigations. De son côté, en janvier 1999, l'armée a engagé des poursuites contre un militaire pour « *négligence et blessures provoquées dans l'exercice de ses fonctions* » (*delito de lesiones y negligencia en el desempeño de sus funciones*).

Fin juillet 1999, la Cour suprême n'avait pas encore décidé si l'affaire relevait d'une juridiction civile ou militaire.

### Cas n°5

Le 1<sup>er</sup> septembre 1998, vers midi, Lucas Huamán Cruz et Zózimo Lunasco Taype ont été emmenés au poste de police de San Francisco (province de La Mar, département d'Ayacucho). Ils étaient accusés d'avoir volé 2 000 sols péruviens (environ 3 300 francs français). Une fois au poste de police, ils ont été conduits dans une cour intérieure, où on les aurait roués de coups pour les contraindre à avouer leur méfait. Ils ont été relâchés quatre heures plus tard.

Lucas Huamán, âgé de soixante-cinq ans, est mort le lendemain, 2 septembre, chez lui. Selon le rapport d'autopsie, la mort était due à « *un choc hypovolémique* » (provoqué par une diminution du volume de sang circulant) doublé d'une « *rupture du foie* » (*shock hipovolémico con ruptura hepática*). Le médecin légiste a constaté les lésions suivantes : « *œdème palpébral ; sécrétions sanguinolentes dans le nez ; œdème généralisé au thorax ; inflammation des testicules ; rupture du foie d'un diamètre de 10 cm et d'une profondeur d'un centimètre ; rupture de 5 cm du lobule rénal gauche ; rupture en forme de rose à la rate ; fracture de la cinquième côte sternale gauche* » (« *En la cara, se encontró un edema palpebral ; en la nariz, secreción sanguinolenta ; en el tórax, un edema generalizado ; los testículos estaban inflamados ; en el hígado, se encontró ruptura hepática de 10 cm de diámetro por 1 cm de profundidad ; en el lóbulo izquierdo del riñón, ruptura de 5 cm ; en el vaso, ruptura en forma de rosa ; y en el esternón, la quinta costilla izquierda fracturada.* »).

Un policier a été arrêté et une information judiciaire est actuellement en cours. En mai 1999, le procureur provincial a déclaré qu'il était « *totalelement démontré que l'inculpé [était] entièrement responsable [...] du crime de torture* » (« *está plenamente acreditada toda responsabilidad penal del inculcado [...] como autor del delito de tortura* »). Le juge d'instruction a toutefois conclu qu'il n'existait pas de preuves suffisantes. Fin juillet 1999, l'affaire n'avait pas encore été réglée.

---

*La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Perou: Legislation is not enough Torture Must Be Abolished in Practice. Seule la version anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI – octobre 1999.*

*Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>*

*Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :*